

LA GUERRE SE FABRIQUE À CÔTÉ DE CHEZ VOUS

Appel aux groupes, individus et collectifs à lutter contre les industries de l'armement et de la sécurité en Auvergne-Rhône-Alpes (et ailleurs) !

Le choc des impérialismes, des militarismes, des nationalismes et les nombreux conflits actuels (par exemple en Ukraine) justifient pour les États une militarisation et une course aux armements accrues.

Depuis la fin de la 2^{ème} boucherie mondiale (60 à 75 millions de morts), des dizaines de millions d'humains, majoritairement des civils, sont morts dans des conflits « localisés », avec leur cortège de populations, humiliées, terrorisées, réprimées, violées... entraînant des crises humanitaires majeures : migrations forcées, famines, épidémies...

Au désastre humain s'ajoute le désastre écologique : les munitions à uranium appauvri polluent pour des centaines d'années les champs de bataille de Bosnie et d'Irak tout comme les essais nucléaires français en Algérie et Polynésie. L'Agent Orange épandu durant la guerre du Vietnam contamine et tue encore... Et, les armées sont les plus grandes consommatrices institutionnelles de pétrole brut au monde.

Technologies de terreur

Que dire de l'avidité des armées, dont l'armée française, pour le développement antidémocratique de la 5G en terme de surveillance, mais surtout pour, selon la revue de l'OTAN « *exploiter le big data, l'intelligence artificielle et le cloud computing sur le champ de bataille* » en utilisant les réseaux civils comme ceux de zones de combat.

Depuis longtemps les militaires rêvent d'utiliser le climat comme arme. En attendant, le dérèglement climatique en cours et la course au contrôle des ressources naturelles annoncent de nouveaux types de conflits où les armées seront chargées de faire régner l'ordre des puissants et de protéger à tout prix les territoires encore vivables et exploitables.

La fabrication de nouveaux ennemis intérieurs sous prétexte de lutte antiterroriste favorise au quotidien le rapprochement du militaire, du maintien de l'ordre et du sécuritaire. Ainsi, Nobel Sport (à Anneyron dans la Drôme) a vendu des armes, des munitions et des grenades GLI qui ont servi en 2011, à réprimer l'opposition en Côte-d'Ivoire. C'est un modèle de grenade similaire qui a tué Rémi Fraisse à Sivens.

Une propagande et un militarisme décomplexés

Depuis quelques années, sous prétexte d'éduquer et d'encadrer la jeunesse, le Service National Universel sert à l'embrigader et est peut-être la prémisse d'un retour de la conscription. Les

armées font aussi leur propagande dans les lycées, les facs, les salons d'orientation sans aucune opposition. Les publicités mensongères appelant à rejoindre les armées pour sauver et protéger les populations, inondent l'espace public.

Un marché protégé qui rapporte gros

Les dépenses militaires mondiales explosent : 1981 milliards de \$ en 2020 dont 531 à l'exportation selon le rapport du SIPRI. Le budget des armées françaises est passé de 1.77 % du PIB en 2017 à 2.1 % en 2022 soit 46 milliards d'€. Et l'État prévoit qu'il passera à 3 % (environ 66 milliards) d'ici 5 ans (déclaration de G. Attal).

Avec 8 milliards d'€, la France est en 2021 le troisième exportateur mondial d'armes. C'est l'État qui finance la recherche/développement, achète pour son armée et sert de VRP à l'exportation, en récupérant au passage 2% sur toutes ces ventes. Celles-ci sont vitales à son industrie militaire pour lui permettre de continuer à exister.

42,4 % de ces ventes vont vers les États du Moyen-Orient, pour certains en guerre et dont la plupart répriment leur société civile. Et, la France arme simultanément deux États en conflit permanent : l'Inde et le Pakistan.

Des États hypocrites et menteurs

De nombreuses lois, traités et conventions internationales sont censées réglementer, contrôler, « moraliser » ce commerce. Officiellement le TCA (Traité sur le Commerce des Armes) signé par la France, interdit d'exporter des armes « *vers des pays ou des zones de conflits où les droits humains sont bafoués* ».

Malgré l'embargo sur les ventes d'armes suite à l'annexion de la Crimée, plusieurs entreprises (Safran, Thales et Sofradir, une PME grenobloise) ont continué - entre 2015 et 2020 - à fournir pour 152 millions d'€ de matériel (caméras, systèmes de guidage...) qui sont utilisés par la Russie en Ukraine.

Produire et vendre des armes est une activité mortelle et criminelle. En France c'est l'État et lui seul, qui choisit ce qu'il vend et à qui, en dehors de tout contrôle parlementaire ou autre.

De discrets marchands de mort et de répression en Auvergne-Rhône-Alpes

La région AURA n'est pas très connue pour être le paradis des industries de l'armement. Pourtant, elles y grouillent : matériel technique, électronique, logiciels, véhicules, canons, drones militaires ou de surveillance (Surveycopter, Elistair et Delta drones), services, chaussures, flingues... Le catalogue est très fourni.

Certaines sont strictement militaires (Arquus, Nexter), d'autres produisent pour le militaire et le civil (Safran, Desautel, Metravib) ou travaillent simultanément pour les armées, le maintien de

l'ordre et la sécurité (Verney-Carron à St Étienne : fusils, flashballs, munitions et projet Sérénécité). De la multinationale à la startup en passant par la PME, il y en a pour tous les goûts.

La plupart de ces sociétés sont impliquées directement ou indirectement dans différents conflits : Yémen (canons et blindés Nexter), Niger (hélicoptères d'ARES), Égypte (fusils PMG, blindés Nexter) et Israël (PMG), Kurdistan (détecteurs Metravib sur blindés turcs), Mali, Libye (mercenaires de Corpguard) etc.

Le matériel « Made in AURA » a aussi servi à réprimer les mouvements sociaux et d'opposition en Égypte, Bahreïn (chars Leclerc), Chili et Liban (blindés Arquus), Turquie...

Des accros aux fonds publics

Ces quinquilliers du meurtre adorent les subventions publiques : en 2016, Kimelfeld, ex-président de la Métropole, a allongé 6 millions sur les 30 millions de financements publics prévus, pour attirer Safran à Feyzin.

En 2015, l'usine Dassault d'Argonay en Haute-Savoie a bénéficié de fonds publics locaux, et la Région finance les clusters militaro-civils EDEN et Aerospace.

Industries de mort et de répression : refusons d'être complices !

Aucun syndicat, aucun parti de « gouvernement », aucune collectivité locale ne dénonce les industries de mort régionales : les profits, l'attractivité économique, la « préservation » et le « développement » de l'emploi (200 000 en fRance), le mythe de l'indépendance nationale, la fascination morbide pour la puissance des armes écrasent toute discussion, critique ou contestation.

L'État nous annonce maintenant qu'il va falloir se serrer la ceinture pour la défense de la patrie. Où va-t-il trouver l'argent pour que le budget des armées atteigne les 3% du PIB ? Cela se fera aux dépens de l'éducation, de la santé, du social...

Aux profiteurs de la crise du virus, devons-nous ajouter les profiteurs de la guerre russe ? Jamais le vieux slogan « *salaires légers et chars lourds* » n'a été autant d'actualité.

Face à cette frénésie meurtrière militaro-industrielle dopée par l'augmentation des budgets, aggravée par le conflit en Ukraine et le matraquage sur l'Europe de la défense (et de la guerre !) il est vital qu'une voix anti-militariste s'élève. Chaque habitant de la région doit savoir qu'il finance et vit à côté d'entreprises spécialisées dans les massacres en gros ou en détail.

Nous appelons à dénoncer et à combattre l'État financeur, les politiques et industriels locaux, responsables et complices de massacres, de guerres interminables, au services d'États, de dictatures, de multinationales et d'impérialismes variés.

**Réunion d'information avec l'Observatoire des
Armements autour du dossier :**

**« *La guerre se fabrique près de chez
vous : Industries d'armements en
Auvergne-Rhône-Alpes* »**

**...suivie d'une discussion sur les actions à mettre
en place contre les industries de l'armement à
l'échelle régionale.**

Bar de soutien et table de presse.

**Samedi 7 mai 2022, 15h
à l'Atelier des Canulars
91 rue Montesquieu, 69007 Lyon**

**Organisé par la NINA-Lyon
contact : nina-lyon@riseup.net**